

PAWOL AOP DU VENDREDI 16 JUILLET 2021

Sommaire

- Vidé Kay la
- Conférence de presse du CPR CSTM éducation
- Tsunami de réactions aux mesures de MACRON- CAZELLES
- Conférence de presse de Montray Kréyol
- France Mobilisations dans l'éducation nationale et la santé
- Notre Caraïbe déclaration du Comité international de liaison et d'échange sur CUBA
- Nouvel Ayiti.

Vidé kay la de samedi 10 juillet, de 8h à 17h,

Co organisé par AOP et une de nos camarades dans son local commercial de Trinité, il s'est bien passé malgré un temps pluvieux. Un moment particulièrement apprécié a été l'animation bèlè avec le Groupe Moun Ki KABELL dirigé par Alblana, auquel se sont joints des habitants de la cité. Plantes, fruits et légumes, ainsi que livres sur notre patrimoine culturel et journaux d'archives d'AOP ont eu autant sinon plus de succès que les vêtements et objets divers. L'initiative sera renouvelée.

Suites de la conférence de presse du Comité pour la reconstitution de la CSTM éducation.

Le CPR CSTM éducation avait conçu cette conférence de presse comme un moment militant, que la presse réponde ou non à l'appel. Elle a été couverte par France Antilles. Ont témoigné des professeurs de lycée, collèges, université, et deux étudiants de l'association solidaire des étudiants de Martinique qui ont montré l'extrême souffrance endurée par les étudiants durant le confinement qui a fait perdre à beaucoup leurs jobs et les a plongés dans la misère. L'ASEM s'est sentie seule et abandonnée face à ces besoins qu'elle a essayé de combler avec ses moyens limités: distribution de repas, de couches pour bébés et de lait pour des mères de famille etc. Ils ont apprécié ce lyannaj avec des enseignants de différents niveaux et pensent qu'il faut le pérenniser.

Après la conférence de presse, les participants ont élaboré l'appel suivant:

Les soussignés,

Constatant que la rentrée scolaire 2021-2022 s'annonce sous les auspices suivantes:

LE MINISTRE BLANQUER A RENVOYÉ AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES DEUX ANNÉES CONSÉCUTIVES 200 MILLIONS D'EUROS CORRESPONDANT A 8400 POSTES PENDANT QUE LE BUDGET DE L'ARMÉE PROGRESSAIT DE 4,5% de plus qu'en 2020 et 22% de plus qu'en 2017 atteignant le chiffre record de 39,2 milliards.

La Martinique subit 29 nouvelles suppressions d'Équivalents Temps Plein (ETP) correspondant en réalité selon le Comité Technique académique d'avril 2021 à 45 suppressions de postes en lycée et collèges.

Alors que pour la première fois, la courbe des décès est supérieure à celle des naissances dans une Martinique qui perd chaque année plus de 3000 jeunes NOS LAURÉATS AUX CONCOURS souvent anciens contractuels SONT A NOUVEAU DÉPORTÉS CONTRE LEUR GRÉ EN FRANCE BIEN QUE LES BESOINS SUR PLACE EXISTENT ET QU'EN FRANCE 80% des contractuels ayant réussi aux concours soient nommés sur leur académie d'origine.

Constatant que le rapport de la délégation Outre-mer présenté le 1^{er} juin à la Présidence de l'Assemblée nationale française refuse que la diminution démographique serve de prétexte à la suppression des postes: *«Cette logique purement comptable va à l'encontre du contexte éducatif difficile que subissent ces académies. [...] La logique comptable qui lie baisse des effectifs scolaires et suppression des postes d'enseignants ne permettrait pas de conserver des classes aux effectifs réduits. **C'est pourquoi les Rapporteurs insistent, de nouveau, sur le refus de ces suppressions de postes.»***

Informés du climat de terreur qui règne à l'Université, frappant tant les étudiants que les personnels, climat qui exacerbe les difficultés liées au confinement, à un enseignement en distanciel qui a provoqué le décrochage de nombreux étudiants, sans oublier le remboursement par l'Université des 12 millions détournés dans l'affaire du CEREGMIA,

Informés qu'en France mardi 6 juillet, les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche se sont rassemblés devant le ministère à Paris sur les revendications suivantes: revalorisation du traitement indiciaire, création de tous les postes nécessaires, arrêt de la contractualisation du personnel et de la mise

en cause des statuts, mesures de rattrapage des dégâts occasionnés par le « distanciel » chez les lycéens et étudiants, réouverture de toutes les universités avec tous les cours en présentiel et **appellent les personnels à se préparer à la mobilisation à la rentrée.**

Constatant l'imminence de la vaccination obligatoire, d'un nouveau confinement et de la généralisation du distanciel.

Considèrent qu'il est temps de s'unir de la maternelle à l'Université pour porter un coup d'arrêt à ces mesures destructrices.

Proposent la constitution d'une coordination martiniquaise réunissant personnels de l'éducation, parents d'élèves, étudiants, soutenue par les organisations syndicales, de parents d'élèves et les élus, pour faire face aux conditions de la rentrée scolaire de la maternelle à l'Université.

Cet appel a été

adopté sur proposition du Comité pour la reconstitution (CPR) de la CSTM éducation suite à sa conférence de presse du mardi 13 juillet 2021 à la maison des syndicats. Contacts: PETITOT: 0696 86 61 93 DELOR: 0696 06 02 61

Manifestation massive mardi 13 juillet 21h devant la Préfecture.

1500 participants se sont mobilisés devant la préfecture mardi 21h contre le couvre feu qui devait entrer en vigueur au même moment pour refuser les mesures de pass sanitaire, motifs impérieux, vaccination obligatoire décidées par MACRON CAZELLES.

Nous considérons qu'il s'agit là de la suite logique de l'abstention massive aux dernières élections qui ont pour nous AOP comme signification profonde que les travailleurs et le peuple martiniquais ne croient plus que les élus et les actuelles institutions soient capables de défendre leurs intérêts mis à mal par un État français génocidaire démographiquement, économiquement, socialement, culturellement et qu'il leur revient de se mobiliser eux mêmes pour obtenir des résultats.

D'autre part, comme nous l'avons analysé la semaine dernière, le fait qu'aucune liste n'ait pu se présenter sous la bannière d'une organisation politique française est la marque profonde de la conscience nationale du peuple martiniquais a atteint un tel niveau que, sous peine de se faire hara kiri, tous ont compris que la Martinique n'étant pas ressentie par l'écrasante majorité du peuple comme la France, ils ne pouvaient que se présenter sous une bannière martiniquaise, beaucoup ayant d'ailleurs utilisé la langue Martiniquaise dans l'intitulé de leur liste.

Conférence de presse mercredi 14 juillet de *lyannaj ba ich nou* sur la savane à 16h 30

Quelle politique sanitaire pour la santé et le bien-être de tous, en particulier de nos enfants?

- Pertinence de la politique sanitaire en vigueur
- Conditions de la rentrée scolaire 2021/2022
- Impact de cette politique sur les enfants
- Mesures alternatives existantes à la vaccination.

Environ deux cents participants, dont l'ASSAUPAMAR. Un cahier a été mis à disposition du public pour renforcer le réseau qui interviendra dans les communes et quartiers.

Constitution du *Kolektif Matinik Lib*

Mercredi 14 juillet au siège de l'ASSAUPAMAR s'est constitué un *Kolektif Matinik Lib* qui comporte actuellement près de 20 organisations, dont tous les syndicats de la santé. C'est ce *Kolektif* qui appelle à un deuxième rassemblement demain samedi 17 juillet 9h maison des syndicats pour une nouvelle manifestation à la Préfecture contre pass sanitaire, couvre feu, retour des motifs impérieux, vaccination obligatoire.

Ce *lyannaj* évoque pour beaucoup février 2009 et sur les réseaux sociaux circulent beaucoup de félicitations venues de France qui saluent la mobilisation exemplaire de Martinique.

Rencontre organisée par le CNCP et JIK AN BOUT

Jeudi 15 juillet, le CNCP et Jik An Bout ont organisé une réunion d'urgence au siège de JIK AN BOUT à Ducos sur le thème « **Pour que le peuple martiniquais prenne la main contre la dictature que le préfet BBR (Bleu Blanc Rouge) tente d'instaurer dans notre pays.** »

Une discussion très riche a eu lieu à partir du constat unanime que ces mesures dictatoriales amenaient le peuple martiniquais à se poser concrètement la question du pouvoir. Plusieurs jeunes

présents ont reconnu la nécessité d'un lyannaj intergénérationnel pour profiter de l'expérience des aînés et canaliser la grande colère des jeunes exaspérés par ces mesures .

Deux propositions importantes ont été faites:

Le boycott des établissements qui demanderont le pass sanitaire, et des brigades dans les quartiers avec des professionnels de santé pour montrer à la population comment se prémunir et se soigner contre le covid avec des traitements efficaces à partir de nos rimèd razié.

Présente au nom d'AOP, J'ai rappelé l'intervention faite par un médecin et moi même à la plénière de la CTM du 6 mai dernier et j'ai relu la plate forme en 12 points qui y a été adoptée et qui avait obtenu à ce jour 87 signatures dont celles du maire du Gros Morne Gilbert COUTURIER, du Docteur LECURIEUX LAFFERRONAY qui était intervenu au nom du corps médical lors de la grande manifestation du 27 février dernier, d'Yvon SERENUS, président du collectif des ouvriers agricoles empoisonnés au chlordécone, de Messieurs PIVATY et de JEAN LOUIS responsables des syndicats CDMT et FO santé.

Olivier BÉRISSON, présent à cette rencontre, a tenu à ajouter sa signature.

J'ai particulièrement insisté sur les derniers points de cette plate forme:

1. *Soutien aux personnels et aux étudiants du département scientifique de l'université contre toute amputation de leurs moyens d'étude et de recherche et pour l'obtention des moyens supplémentaires nécessaires en cette période de crise sanitaire amplifiée par notre empoisonnement au chlordécone et l'incitation à la surconsommation de sucre.*

2. *Solidarité avec les personnels de santé et leurs organisations pour obtenir les moyens de soigner tous les patients notamment les nombreux malades des cancers générés par notre empoisonnement collectif au chlordécone.*

3. *Pour renforcer nos défenses immunitaires, promotion d'une alimentation fondée sur nos produits locaux, développement de nos plantes médicinales et d'une agriculture et d'une pêche saines.*

4. *Pour se donner les moyens de mettre concrètement en pratique une stratégie de lutte contre le covid 19 et les conséquences meurtrières du confinement, que l'ensemble des élus (maires, Présidents d'agglomérations, CTM) rende public le montant des dettes de l'État à leur égard et se mobilise avec la population pour en obtenir le remboursement immédiat dans un contexte où l'État nous doit réparation pour notre empoisonnement au chlordécone.*

La position d'AOP est que l'État capitaliste et colonial français étant par nature destructeur, ne peut en aucun cas nous protéger de quoi que ce soit et qu'il faut travailler à une puissante mobilisation des travailleurs et du peuple martiniquais pour contraindre les élus à adopter une stratégie martiniquaise pour assurer notre santé et pas seulement concernant le COVID 19.

La plate forme du 6 mai est réactivée depuis l'installation de la nouvelle CTM et est en train d'être envoyée à tous les élus ainsi qu'à toutes les organisations de la santé actuellement en pleine mobilisation contre la vaccination obligatoire.

Résistance unitaire de l'intersyndicale de la santé.

Voir page suivante

Position des organisations syndicales CDMT CGTM FO UGTM USAM sur l'obligation du traitement expérimental vaccinal du covid.

Les organisations syndicales de la santé CDMT CGTM FO UGTM USAM :

Considérant la volonté affirmée par L'état d'instaurer une obligation de vaccination des travailleurs notamment des personnels de santé et de l'accompagner de sanctions disciplinaires allant jusqu'au licenciement.

Rappellent que :

Tous les "vaccins" utilisés actuellement sont dans la phase d'expérimentation clinique ayant pour champ d'expérimentation la population mondiale. Sans consultation préalable éclairée des personnes humaines concernées, ni par exemple de test sérologique avant injection. Les résultats de ces études cliniques sont attendus au plus tôt fin 2022 et 2023 selon le traitement vaccinal,

Cette expérimentation à grande échelle qui est une première dans l'histoire de la médecine doit respecter les droits individuels et collectifs des personnes notamment le libre consentement individuel et éclairé, qui est une obligation dans le cadre de toute expérimentation de produit introduit dans le corps de toute personne humaine. De même que pour tout traitement.

De ce fait les organisations syndicales de la santé CDMT CGTM FO UGTM USAM :

Appellent tous les travailleurs et l'ensemble de la population à la plus grande vigilance vis à vis des décisions iniques et uniques que prépare le gouvernement.

Demandent à l'ensemble des personnels de santé de se préparer à une mobilisation à la hauteur des enjeux et des attaques contre nos droits fondamentaux.

Fort de France le 10 juillet 2021

Les Organisations syndicales de la santé

CDMT : Bruno CHARLES ACHILLE 0696065715 **CGTM** : Magalie ZAMOR 0696338719

FO : Jean Pierre JEAN LOUIS 0696706565 **UGTM** : Serge ARIBO 0696306755

USAM : Manuel GALAP 0696231866

Conférence de presse de l'association des amis de Montray Kréyol.

Ce matin a eu lieu une conférence de presse de l'association des amis de Montray Kréyol. AOP y a participé. Voici le compte rendu qui en a été fait sur le site de Montray Kréyol.

Ce vendredi matin, à 10h, l'AAMK (Association des Amis de Montray Kréyol) a tenu une conférence de presse à l'hôtel "L'Impératrice", à Fort-de-France à laquelle ont assisté Martinique La 1^{ère}, Radio-Caraïbes International, France-Antilles et le journal de l'AOP (Alliance Ouvrière et Paysanne). Une trentaine de membres de l'association étaient également présents.

Nous reviendrons plus en détail dans un autre article sur ce qui s'y est dit mais on peut noter d'ores et déjà que les quatre intervenants_ont pointé du doigt le fait que les dommages et intérêts infligés à diverses reprises par la justice suite à des procès intentés par des membres de l'ex-CEREGMIA, en particulier Kinvi Logossah, mettent en danger l'existence même du site.

En effet, la dernière somme en date se monte à 33.000 (trente-trois mille) euros, chiffre tout à fait exorbitant en comparaison de condamnations similaires dans l'Hexagone d'autant qu'il ne s'agit aucunement de condamnations pour "diffamation" mais pour "atteinte à la présomption d'innocence", les plaignants quoique radiés de l'Université et révoqués de la fonction publique n'ayant toujours pas été jugés au pénal. Leur affaire a même été délocalisée sans raison aucune au Tribunal de Paris où elle sommeille depuis bientôt 4 ans ! Les avocats du site, Me R. Constant et L. Boutrin, qui interviennent à titre bénévole, ont déclaré faire appel à cette décision de la justice et à aller devant la Cour de cassation si nécessaire.

Plus de détails sur cette conférence de presse dans un prochain article...

FRANCE MOBILISATIONS DANS L'ENSEIGNEMENT.

Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, vient de déclarer : « **le 100 % présentiel est la boussole que nous nous sommes donnée pour cette rentrée** » (1). Qu'en est-il vraiment ? Depuis un an et demi maintenant, le gouvernement impose à la jeunesse le lock-out des facs, les cours en distanciel, les restrictions de liberté, la destruction du bac et de son avenir... Depuis des mois, la ministre de l'enseignement supérieur multiplie les annonces relatives aux campus connectés, à l'« aide » à la numérisation des cours notamment par le financement de l'« hybridation des formations » dans les universités avec une première enveloppe pour la rentrée prochaine à hauteur de 22 millions d'euros...

Non, le « 100 % présentiel » ne constitue en rien la boussole de la ministre. S'il fallait une nouvelle fois s'en convaincre, il suffit de voir comment elle se précipite dès les propos tenus pour à nouveau dresser des conditions « sanitaires » visant à interdire dans les faits toute reprise à 100 %, notamment l'injonction faite aux étudiants de se faire vacciner ! **Allant jusqu'à menacer : « je tiens à être claire : si la vaccination n'est pas au rendez-vous au cours des premières semaines de la rentrée, nous prendrons, en lien avec les autorités sanitaires, des décisions qui s'imposent »** (2).

Pour les besoins des capitalistes, elle entend sur le fond ne rien lâcher... **mais l'objectif « en apparence » sur le présentiel indique qu'elle doit tenir compte de la colère contre sa politique qui ne cesse de s'approfondir...** Il y a quelques semaines, deux des principaux syndicats nationaux de personnels de l'enseignement supérieur (le Snesup-FSU et la CGT Ferc Sup) tenaient respectivement leur congrès. Congrès qui, produits de ce qu'exigent les syndiqués, ont tous deux dû affirmer que la seule solution acceptable était la reprise des cours en présence, le refus de toute autre solution qu'une rentrée à 100 % en présentiel. Dénonçant le manque de moyens organisé de toutes pièces par le gouvernement dans la continuité de ses prédécesseurs, les deux organisations syndicales, par les résolutions et motions adoptées, condamnent le projet de la ministre d'une année scolaire en hybride, en demi-jauge ou en distance. **Deux prises de positions permettant même depuis un communiqué commun des organisations CGT-FSU-FO-SUD de l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) reliant le refus de la LPR et l'exigence de « réouverture de toutes les universités avec tous les cours en présentiel ».** Pour la ministre et son dispositif « sanitaire », c'est une claque très sérieuse. Après des mois d'une colère astronomique accumulée, après le raz-de-marée abstentionniste lors des élections régionales (87% chez 18-24 ans !) qui indique en négatif une situation explosive dans la jeunesse et la classe ouvrière des plus inquiétantes pour Macron et ses soutiens, Vidal comprend bien qu'à deux mois de la rentrée universitaire, ces prises de positions fournissent un point d'appui majeur aux personnels et aux étudiants. ■ (1)

COMMUNIQUE COMMUN SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, FNEC-FP-FO, SNALC, CGT-EDUC'ACTION, SUD EDUCATION (EXTRAITS)

Nos organisations réaffirment leur attachement à un baccalauréat national, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes, seule organisation des examens gage d'égalité entre les élèves. Elles en demandent le rétablissement pour la session 2022. Elles organiseront rapidement, avec les personnels, la mobilisation.

■ **UNIVERSITÉ D'ANGERS** L'intersyndicale appelle au retour des cours en présentiel à 100% à la rentrée **« L'avenir de nos étudiant-e-s et de la culture scientifique ne passe pas par l'hybridation des enseignements mais par le recrutement de personnels titulaires et des nouveaux locaux »** affirme dans un communiqué ce lundi 5 juillet l'intersyndicale CGT, FO, FSU, SUD-Éducation de l'université d'Angers.

VAR Le comité inter-établissements du Var appelle à organiser la grève le 6 septembre Le comité inter-établissements du Var a tenu une conférence de presse mercredi 7 juillet devant les portes de l'Inspection académique du Var à Toulon. Il regroupe désormais vingt-trois collèges et lycées du Var, soutenu par les syndicats FNEC-FP FO, CGT Educ'action, SNES, SNEP et Sud et la FCPE du Var.

■ **VERSAILLES (YVELINES) Rassemblement pour le réemploi de tous les enseignants contractuels** plusieurs dizaines de professeurs en CDD se sont réunis le 7 juillet devant le rectorat de Versailles. Le motif : un courriel reçu de leur service de gestion, informant les plus de 600 contractuels qu'ils pourraient ne pas être reconduits à la rentrée dans l'académie ! Après l'audience obtenue par les organisations syndicales, il est proposé aux 50 présents de voter une revendication commune – **que tous soient réemployés – une pétition en ligne, un nouveau rassemblement devant le rectorat.** . Un professeur ajoute : « *Si c'est le ministre qui est responsable, faut aussi préparer un rassemblement large au ministère* ». Cette proposition est aussi votée à l'unanimité, ainsi qu'un nouveau rassemblement au rectorat fin août et une pétition en ligne pour sensibiliser au-delà des seuls concernés. ■

Santé

HÔPITAL DE MAYENNE La mobilisation et la détermination ont fait reculer Véran!

Après une puissante mobilisation le 26 juin, qui a vu plus de deux mille personnes dans les rues de Mayenne, un nouveau rassemblement était appelé par FO et l'association de défense des usagers, le jeudi 8 juillet. Environ six cents personnes étaient présentes : militants FO, CGT, avec leurs secrétaires départementaux, usagers, salariés de l'hôpital, élus.

La résistance des travailleurs, unis avec leurs organisations et la population, a fait reculer le gouvernement.

En effet, avant le rassemblement, le ministère de la Santé a annoncé qu'il ajournait le « contrat d'engagement » entre l'hôpital de Mayenne et celui de Laval, projet qui prévoyait la fermeture de la chirurgie conventionnelle programmée et non programmée ainsi que du service de surveillance continue.

Les parlementaires de la Mayenne ont également joué leur rôle en interpellant directement le cabinet de Véran, lors d'une visioconférence, pour exiger le retrait immédiat du contrat d'engagement tel qu'il existait. **Dans un cadre où les récentes élections politiques ont plongé le gouvernement dans une crise sans précédent, face à la mobilisation déterminée et puissante de la population et des salariés, Véran n'a pas eu d'autre choix que de donner l'ordre à l'ARS d'ajourner ce projet.**

Pour autant, le combat n'est pas terminé. Le responsable du syndicat FO de l'hôpital de Mayenne a déclaré: « *Nous restons sur notre revendication, à savoir le maintien de l'hôpital de Mayenne dans son intégralité. L'ajournement ne suffit pas, nous voulons l'annulation du projet et nous nous battons jusqu'au bout*».

Bel exemple de mobilisation. Espérons qu'en Martinique l'intersyndicale de la santé pourra obtenir des résultats analogues avec l'appui de la population... et des élus!

NOTRE CARAÏBE

Déclaration du Comité international de liaison et d'échange sur Cuba

Plus que jamais, à bas le blocus américain contre Cuba !

Seul le peuple cubain peut décider de son destin !

Bas les pattes de l'impérialisme devant Cuba

Dimanche 11 juillet, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de plusieurs villes cubaines pour réclamer de la nourriture, des vaccins au cri de « liberté ». Un mouvement jamais vu depuis des dernières décennies.

Ce n'est un secret pour personne que la situation économique et sociale de l'île est dramatique. Le président de Cuba lui-même, Díaz Canel, a reconnu les problèmes existants lorsqu'il s'est adressé au peuple cubain à la télévision en réponse à ces mobilisations.

Il a attribué ces problèmes au blocus économique criminel décrété par l'impérialisme américain depuis 60 ans. Un blocus qui a été maintenu par les gouvernements successifs installés à Washington, qu'ils soient démocrates ou républicain

ns, y compris pendant l'actuelle pandémie de Covid-19. Cuba connaît d'énormes difficultés économiques - le PIB a chuté de 8 % en 2020 - accentuées par la pandémie (chute du tourisme, réduction de financements par la Chine, en plus de l'embargo aggravé par l'administration Trump).

Le gouvernement cubain, depuis janvier de cette année, a lancé des réformes économiques qui prévoient la fin des subventions et des aides à la consommation populaire et aux entreprises publiques, l'introduction de nouvelles grilles des salaires et des mesures d'ouverture aux investissements étrangers.

Quand il les a annoncées, Diaz Canel a dit que « *cette tâche ne va pas sans risque* », comme s'il prévoyait le mécontentement populaire et les tensions sociales que celles-ci pourraient provoquer.

De toute évidence, l'actuel représentant de l'impérialisme américain, Joe Biden, qui n'a rien fait pour alléger le blocus contre Cuba, veut manipuler pour son propre compte toute manifestation de mécontentement à l'égard de la situation qui frappe le peuple cubain, parlant cyniquement de « démocratie » au moment même où il soutient la politique raciste et répressive de l'État d'Israël ou la monarchie d'Arabie saoudite, pour ne citer que deux exemples.

Cyniquement, les gouvernements et institutions européens, alors qu'ils n'hésitent pas à accroître la législation répressive dans chacun de leurs pays, prétendent eux aussi donner des leçons de démocratie au peuple cubain en se soumettant aux exigences et aux diktats de l'impérialisme US dans son blocus contre Cuba.

Les gouvernements latino-américains au service de Washington, comme ceux du Brésil, du Chili, de la Colombie, confrontés aux mobilisations de leurs propres peuples, font chorus avec leur maître, en hurlant «contre le communisme».

De même, la droite péruvienne, vaincue par le peuple qui a porté Pedro Castillo à la présidence, déverse sa haine de Cuba.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) se déclare inconditionnellement contre le blocus économique de Cuba et pour la défense des acquis de la révolution cubaine. Elle déclare, en même temps que c'est **au seul peuple cubain qu'il revient de décider de son destin, avec tous les droits de manifestation, d'expression et d'organisation que nous défendons pour tous les peuples du monde, sans aucune ingérence de l'impérialisme.**

Sur ces bases, nous sommes prêts à des actions communes pour la levée immédiate du blocus économique des USA contre Cuba - d'autant plus criminel en ces temps de pandémie que nous vivons - et en défense de la souveraineté du peuple cubain contre toute agression ou ingérence impérialiste.

13 juillet 2021 Julio Turra, membre de la coordination de l'EIT

Nouvel Ayiti.

Demain samedi 17 juillet 150 représentants d'organisations populaires d'Ayiti dont notre camarade Dominique Saint Eloi, coordinateur de la Centrale Nationale des Ouvriers d'Haïti, qui est déjà plusieurs fois intervenu sur RFA, vont se réunir avec des représentants de la diaspora Haïtienne en conférence nationale **pour envisager la perspective d'une solution INCLUSIVE c'est à dire exclusivement haïtienne à la crise consécutive à l'assassinat de Jovenel Moïse.** Ils envisagent des élections conformes à la constitution de 1987 que voulait réviser Moïse par un referendum soutenu par la dite communauté internationale qui donnerait des pouvoirs exorbitants au Président.

Il semblerait que des preuves aient été établies que le premier ministre Claude Joseph démis par Moïse et auteur de l'état de siège soit le véritable commanditaire de l'assassinat .

Vendredi prochain nous donnerons des informations sur les conclusions des travaux de cette conférence nationale.

Les organisations de l'EIT ont la même boussole: droit des peuples à disposer d'eux mêmes, non à l'ingérence impérialiste dans le règlement de leurs problèmes.

Même principe pour Ayiti et pour Cuba.

C'est ainsi que se termine notre émission qui devrait être rediffusée demain samedi 17 juillet 16h.

A vendredi prochain 18h30 pour une nouvelle émission PAWOL AOP.